

ENERGIE ET CROISSANCE

 VIVRE, PRODUIRE ET TRAVAILLER AUTREMENT.



Brochure PSU
Ecologie

ITS

ENERGIE ET CROISSANCE

Parti Socialiste Unifié
9, rue Borromée 75015 Paris

quelle énergie ? pour quelle croissance ?

Le PSU s'est prononcé — voilà bientôt trois ans — pour l'interruption complète du programme électronucléaire français.

Rappelons brièvement les raisons de cette opposition :

- une technique encore mal maîtrisée, appliquée selon des normes de rentabilité draconiennes, provoquant une escalade dans l'inconnu (surrégénérateurs) : le risque pour la santé et la vie des travailleurs du nucléaire, des habitants, de leurs descendants, est incalculable. On ne peut le comparer à aucun autre progrès technique antérieur ;

- un choix effectué sous la pression de multinationales (Westinghouse), de capitalistes français surtout préoccupés d'imposer leur production au tiers monde (Creusot-Loire, Alsthom), et de la technocratie d'Etat (EDF). Aucun débat démocratique sur une question engageant notre avenir ;

- l'engagement de la société dans la voie opposée à celle pour laquelle nous luttons. La réalisation du programme électronucléaire, c'est la centralisation encore accrue par le gigantisme, la hiérarchisation poussée par la taille et la complexité du système, l'oppression développée par la nécessité de moyens de sur-

veillance, des travailleurs et des populations, qui sera justifiée par les problèmes de sécurité.

Pourtant, un problème nous est posé. Nous vivons une profonde crise économique, Près de deux millions de travailleurs sont victimes d'une autre insécurité : celle de l'emploi.

Le pouvoir dit : « Avec le nucléaire, nous assurons l'avenir ; nous garantissons que la croissance ne sera pas perturbée par une pénurie d'énergie. »

Des dirigeants de la gauche disent : « Il faut être responsables. Il nous faut rétablir la croissance. On ne le fera pas sans faire appel au nucléaire. »

Est-ce vrai ? Sommes-nous condamnés à prendre le risque des accidents radio-actifs et du totalitarisme pour permettre aux travailleurs de sortir de la crise ? Ou, à l'inverse, devons-nous sacrifier leur sort d'aujourd'hui aux libertés de demain, conquises dans l'autogestion socialiste ?

S'il n'était pas possible de sortir de cette alternative, ce serait l'im-passe. Or c'est possible. C'est nécessaire. Et c'est urgent. Si demain la gauche est majoritaire, il serait dramatique qu'elle ne s'attelle pas à cette tâche.

I - de faux arguments

L'argument central du pouvoir pour justifier son programme est le suivant : à échéance de 1985-1990, il faut avoir reconverti la production et la consommation d'énergie au détriment du pétrole ; sans une telle reconversion, la demande ne pourra être satisfaite.

S'il est juste, l'argument est de poids. Or, on va voir que même en se plaçant dans l'optique habituelle de la croissance (c'est-à-dire en admettant provisoirement une forte augmentation de la production comme un objectif), cet argument est fallacieux.

1.-1. - Demande d'énergie, niveau de vie, croissance

Il n'y a pas de relation automatique — du moins pour les pays déjà très avancés dans l'industrialisation — entre la demande d'énergie et le niveau de vie, entre la croissance énergétique et la croissance tout court.

- La Suède consomme deux fois moins d'énergie par habitants que l'Amérique du Nord, et pourtant les niveaux de vie (moyens) sont considérés comme analogues.

- De multiples études ont montré qu'on pouvait atteindre les mêmes niveaux de production avec des taux

de croissance énergétique variant de 4 % par an à... 0.

- En France, même les « experts » officiels adaptent curieusement leurs calculs à la conjoncture... ou aux retards du programme nucléaire. Au début du programme, il fallait selon eux 5,5 % de croissance de la consommation énergétique par an (6 % de 1950 à 1973). Aujourd'hui, il n'en faudrait plus que 3 %...

Le rapport financier du Energy Policy Project de la Fondation Ford décrit trois scénarios possibles pour l'avenir énergétique de l'Amérique :

- poursuite de la croissance énergétique au taux de 3,4 % par an. Ceci suppose un important effort technique, économique et l'intervention massive du gouvernement ;

- croissance énergétique de 1,9 % par an. Même production de biens et services, mais récupération et économies d'énergie. Les investissements nécessaires sont bien inférieurs ;

- croissance énergétique zéro. Stabilisation au niveau de 1990. Le scénario implique un changement de mode de vie. Le PNB reste le même ; les investissements sont encore plus faibles et le niveau de l'emploi meilleur !

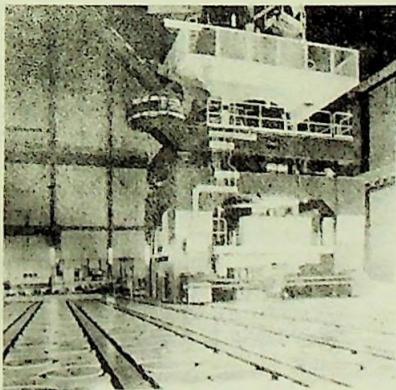
En fait, tout dépend de choix opérés dans d'autres domaines :

- Plus ou moins d'économies pour la même production industrielle, et des conditions de réalisation de celle-ci (mécanisation, automatisation, etc.).

- Plus ou moins d'économies pour le même niveau de vie : logement (isolation, chauffage, éclairage), nature de l'équipement ménager, priorités en matière de transports, tant de marchandises que de voyageurs.

1-2.- Le « tout-électrique »...

Le programme électronucléaire s'appuie sur la prévision d'une très forte progression de la part prise par l'électricité dans la consommation finale d'énergie (allant jusqu'à 50 % de la consommation finale en l'an 2000).



Energie finale consommée (1)

1983 1985

Electricité	21 %	33 %
Charbon	12 %	7 %
Gaz	8 %	16 %
Prod. pétroliers	59 %	43 %
Energies nouvelles	0 %	1 %

(1) Dernière version du programme : mars 1976.

Cette progression spectaculaire correspond à une double évolution :

- Le recours au « tout-électrique » pour le logement, orchestré par une fantastique campagne publicitaire de l'EDF au début des années 70 (atténuée depuis d'ailleurs) : EDF a créé elle-même une partie de la demande.

- Mais ce n'est pas seulement le tout-électrique dans les logements neufs qui explique une telle évolution. Il y a diminution du fuel-oil domestique et du fuel lourd industriel actuellement consommés. Ce qui est sous-jacent au programme électronucléaire, c'est le remplacement avant usure de nombreuses installations de chauffage au fuel, avec les marchés qui vont en résulter pour les fabricants d'équipements.

Or, le chauffage par l'électricité est le plus coûteux, et de loin. Et l'utilisation de l'électricité à des fins calorifiques la moins rationnelle. Un

même chauffage coûte deux fois plus d'énergie primaire selon qu'il est électrique ou directement au fuel. C'est le **gaspillage organisé**.

1-3.- ...et le « tout-nucléaire »

La baisse importante de la part prise par le pétrole (qu'on justifie par les limitations des réserves, mais aussi parce qu'on préfère dépendre des Etats-Unis pour les matières fissiles que des pays producteurs de pétrole) est contrebalancée par la production d'électricité à base de combustible nucléaire.

Energie primaire consommée

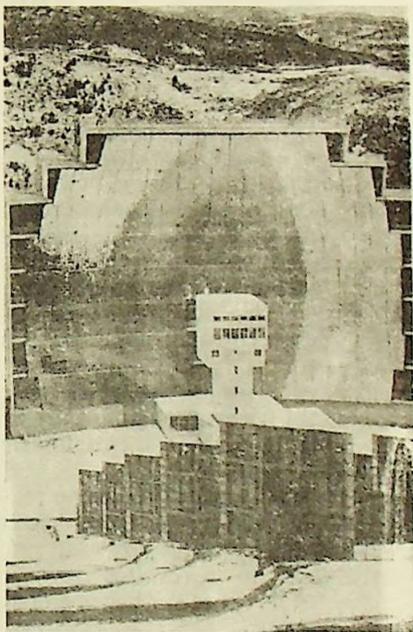
1973 1985

Charbon	17 %	11 %
Pétrole	66 %	42 %
Gaz	9 %	17 %
Nucléaire	1 %	23 %
Hydraulique	7 %	6 %
Energies nouvelles	0 %	1 %

Or il faut remarquer que :

- une place très faible est réservée aux énergies nouvelles (solaire, géothermique) alors que celles-ci peuvent jouer un rôle important pour le chauffage à l'horizon 1985, et plus large à horizon 2000 ;

- la régression du charbon se poursuit alors que c'est dans ce



domaine que les réserves mondiales sont les plus importantes ;

- la transformation du nucléaire en électricité relève encore du gaspillage, puisque la centrale PWR ou le surgénérateur (Malville) produisent d'abord de la chaleur, et que 70 % de celle-ci sont perdus dans la transformation en électricité.

Ainsi, non seulement il est faux de justifier la croissance énergétique par des « besoins » non démontrés, mais il est **malhonnête de justifier à la fois le nucléaire par l'électricité et l'électricité par le nucléaire.**

Les vraies raisons sont ailleurs.

2 - une réponse capitaliste à la crise

Quatre constatations s'imposent en ce qui concerne le programme français :

- il a comme premier effet d'ouvrir de nouveaux marchés à l'industrie de biens d'équipement sans que le « bilan énergétique » (quantité d'énergie nécessaire à la réalisation des centrales comparée à celle qu'elles produisent) soit positif avant longtemps (quatre centrales sont nécessaires pour faire fonctionner le chaînon d'enrichissement du Tricastin) ;

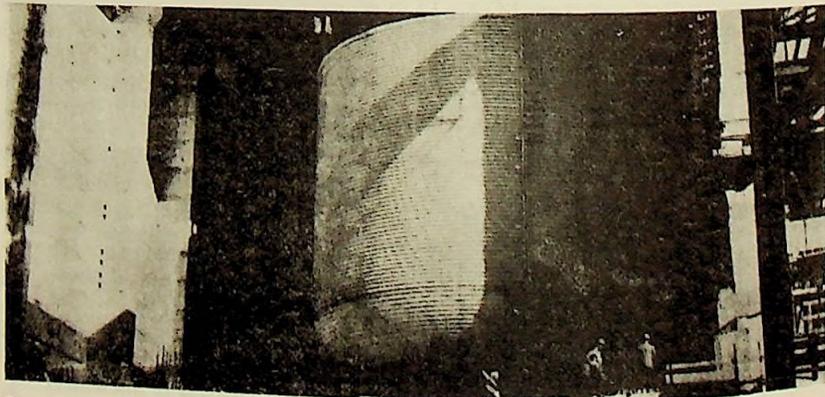
- il implique à terme (5, 10 ans) une reconversion des systèmes de chauffage avec les nouveaux marchés qui en résultent ;

- il repose sur la priorité donnée à

la consommation d'énergie par rapport aux économies possibles ;

- il vise à renforcer la présence sur le marché mondial, et notamment celui des pays du tiers monde, des industries qui lui sont liées.

- Il entre bien ainsi dans la logique de la réponse capitaliste à la crise : relancer l'accumulation du capital (pour elle-même en quelque sorte), fabriquer des besoins avant même les biens pour les satisfaire, « redéploiement » basé sur l'abandon relatif du moteur qu'a constitué l'élévation du pouvoir d'achat et son remplacement par l'exportation d'industries dans les pays pauvres à main-d'œuvre surexploitée et sous-payée : fourniture par les pays du



centre impérialiste de biens d'équipement et achats de produits importés (textile, sidérurgie, etc.).

Or cette logique-là, outre qu'elle maintient (et renforce) les rapports mondiaux de domination, n'apporte pas de réponse aux travailleurs des pays développés. Elle n'entraîne, ni une amélioration du pouvoir d'achat, ni moins d'inégalités, ni moins de chômage. Le nucléaire n'y échappe pas. Les travailleurs qui ont une activité liée à ce programme n'ont pas tardé à comprendre qu'il n'était pas globalement créateur d'emplois, ni d'amélioration des conditions de travail...

Bien qu'il ait demandé deux ans et qu'il se soit agi d'une prise de position syndicale à faire entrer dans la vie de tous les jours, l'accord a été relativement facile à trouver, au CEA bien sûr, mais aussi avec nos camarades des autres secteurs de l'énergie (Electricité et Charbonnages en particulier). Il faut dire que le CEA était sensibilisé à plusieurs problèmes.

En effet :

- l'accélération du programme électronucléaire se traduit par une aggravation des conditions de travail de ceux qui sont pris dans le cycle du combustible ;

- elle se traduit par un désengagement de l'Etat au profit du secteur privé, ce qui pose des problèmes d'emploi pour ceux qui, au CEA, sont impliqués dans les programmes d'étude et de développement ;

- elle se fait dans la meilleure logi-

que capitaliste : rentabiliser à tout prix les investissements énormes qui doivent être réalisés, c'est-à-dire, limiter l'emploi mais surcharger de travail et déqualifier au maximum les travailleurs indispensables ;

- elle se fait forcément au détriment d'une source d'énergie grosse consommatrice de main-d'œuvre : le charbon, et par la dispersion d'équipes spécialisées dans d'autres





formes d'énergie (hydraulique, par exemple).

Il est probable que si, à la fois, les problèmes d'emploi, de conditions et de charge de travail n'avaient pas été convergents, une position à la fois cohérente et commune aurait été autrement difficile à élaborer. On peut comparer notre position actuelle à la difficulté que nous avons connue, concernant la force de frappe, autre activité du CEA : il n'y avait alors, pour s'opposer à ce type « d'activité » que la démarche confédérale, et cette position était difficilement comprise par les adhérents du syndicat, sans parler des travailleurs pour qui la force de frappe était équivalente à :

- des salaires un peu plus élevés,
- des conditions de travail plus agréables,
- la stabilité de l'emploi.

Encore faut-il dire que nous sommes les seuls au CEA à contester le « progrès » que représente

l'énergie nucléaire. Pour d'autres, c'est la solution d'avenir : il suffit d'aménager le capitalisme pour rendre le nucléaire vivable, ou bien de faire de l'atome « socialiste », voire simplement nationalisé, pour que les problèmes s'effacent. Nous ne le croyons pas : nous pensons que seul le contrôle des travailleurs sur l'objet et les conditions de leur travail peut être garant de ce qui sera une solution « d'avenir » (1).

Une conclusion s'impose : la lutte contre le nucléaire entre dans la lutte contre le capitalisme. Elle doit se faire avec tous ceux qui luttent contre le capitalisme.

Réciproquement, on ne mènera pas de bataille anticapitaliste en acceptant le programme électronucléaire actuel. Pas plus qu'en acceptant la logique de la croissance capitaliste...

(1) C.F.D.T. Les dégâts du progrès, éd. du Seuil. Coll. « Politique ».

3 - la question de la croissance

3-1. — Poser la question « à l'endroit ».

On l'a vu : un même rythme de croissance peut demander, selon la façon dont il est obtenu, des rythmes très différents d'augmentation de la consommation d'énergie. « Une autre croissance » est donc possible.

Mais cette réponse ne suffit pas. Nous avons tant vécu sur le mythe des bienfaits de la croissance accélérée de l'après-guerre que nous avons fini parfois par croire que « la » ou « une » croissance était indispensable au progrès social. Puis, bien avant la crise économique, le chômage a gagné du terrain, pendant que les travailleurs contestaient vigoureusement la dégradation de leurs conditions de travail. Enfin, devant la crise, des voix se sont élevées pour dire qu'il fallait arrêter la

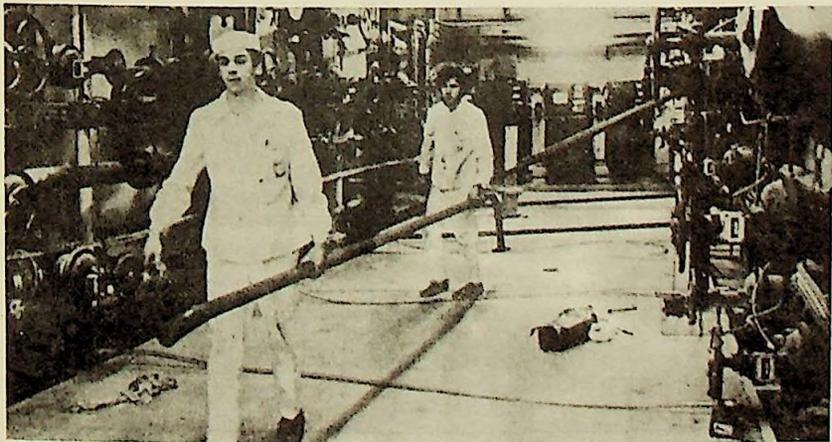
croissance : « croissance zéro », pendant que d'autres prônent le retour à des rythmes rapides.

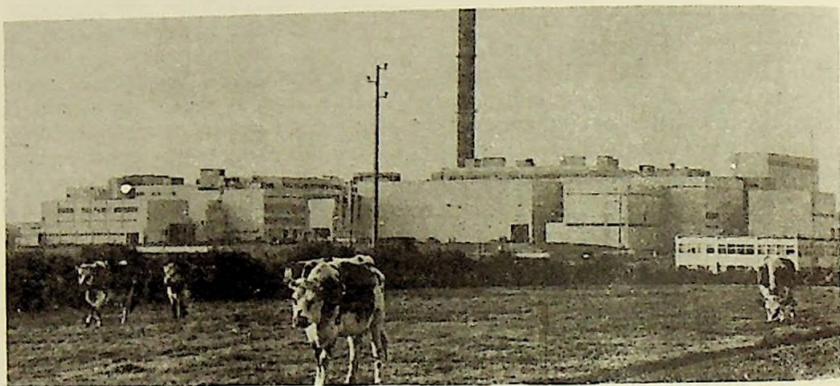
Ainsi posé, le débat est sans fin. Et sans intérêt. Il ne s'agit pas de dire : nous choisissons telle croissance et nous regardons ensuite ce que nous pourrions en tirer, mais : voilà les progrès que nous voulons, et nous en déduisons le type d'activité économique nécessaire. Ce qui entraîne deux types de questions :

- Que produire, comment produire, où produire ?

- Et derrière, cette autre question : comment vivre, dans quelle société ?

Les résultats de l'activité économique ne se mesureront alors pas tant à des quantités d'objets produits multipliées par leur prix sur le marché, mais par le degré auquel auront été satisfaits les objectifs correspondant à chacune de ces questions.





Qu'est-ce que la croissance ?

C'est l'augmentation, constamment renouvelée, des biens produits et des moyens de les produire.

Des biens produits : la croissance augmente le nombre de biens qui sont proposés à la consommation immédiate. Elle doit donc adapter aussi les revenus, les prix et les quantités produites (la cause la plus fréquente des crises réside dans la difficulté de réaliser cette adaptation).

Mais ce que ne dit pas la « croissance », c'est :

- si les conditions de travail se sont améliorées et pour qui ;
- si les inégalités de situation se réduisent ou s'accroissent ;
- si la valeur des biens produits est supérieure ou inférieure (on ne mesure que leur prix : pas leur qualité, leur utilité, leur durée).

Des moyens de les produire : en produisant davantage, on crée les moyens de produire encore davantage (accumulation du capital). Ainsi une logique capitaliste conduit-elle à faire de la croissance une fin en soi : la croissance pour la croissance.

Ce que ne dit pas la croissance, c'est :

- qui possède le capital accumulé grâce au travail des hommes ;
- qui décide de ce à quoi il va servir ;
- ce qu'il a fallu détruire pour le créer (et notamment le « capital naturel » : l'air, l'eau, l'espace, etc.).

3.-2. — Les éléments de réponse (1).

Ils existent... précisément dans les aspirations et revendications ouvrières et populaires, qui dessinent déjà les axes de ce qui est possible :

- la revendication d'« un emploi pour tous » est cohérente avec celle d'une baisse de la durée du travail, des cadences. Elle permet une meilleure utilisation de l'appareil productif, la production d'objets plus durables.

- l'amélioration des conditions de vie est possible sans inflation, en combattant les inégalités de revenus, en développant largement les ser-

vices collectifs de préférence aux solutions individuelles.

- la volonté de « vivre et travailler au pays », la préservation du cadre naturel d'existence, son accessibilité pour tous, sont liées aux aspirations de chacun à un réel contrôle sur l'ensemble des choix, des décisions qui font l'aménagement (de la société comme du territoire) et même à les prendre directement, au refus de la centralisation.

On peut en citer d'autres. C'est là-dessus que peut se construire le projet d'une société différente, et à partir de là seulement qu'on peut déterminer le niveau et les modalités de la croissance — y compris les modalités énergétiques.

C'est ce dont le PSU veut débattre à l'occasion de sa campagne « vivre, produire et travailler autrement ».



4 - quelle alternative ?

Revenons à l'énergie. Ce qui vient d'être énoncé ne supprime pas qu'on en consommera : plus ou moins, mais on en consommera. Comme nous revendiquons l'arrêt total du programme, nous devons bien préciser par quoi le nucléaire peut être remplacé.

4-1. — Nécessité d'une alternative énergétique.

a) La question ne doit pas être envisagée du seul point de vue intérieur.

Même dans l'hypothèse d'un développement économique et social dans le tiers monde qui ne suive pas la voie capitaliste, il faut prévoir une élévation sensible de la consommation par tête dans ces pays. En conséquence, le pétrole

doit être mondialement économisé pour leur permettre d'y accéder, et progressivement réservé à ses utilisations spécifiques, de préférence non énergétiques, dans les pays industrialisés (pétrochimie...);

b) Les évolutions qualitatives au niveau du mode de vie et de production, même engagées rapidement, n'auront que des effets progressifs sur le niveau de l'énergie consommée;

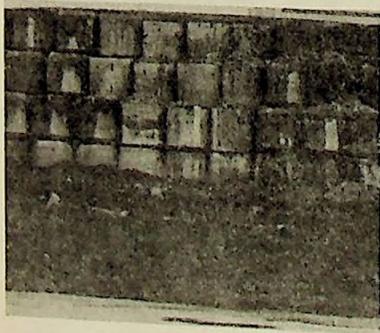
c) La nécessité de répondre à des revendications immédiates et essentielles (relèvement des bas salaires) aura pour contrepartie une augmentation de la consommation d'énergie par les couches sociales concernées, même si ce relèvement s'accompagne d'une réduction des revenus des couches plus aisées.

Il y a donc une alternative « d'urgence » et une alternative à plus long terme.

4-2. — Un plan énergétique d'urgence.

C'est celui qu'un gouvernement de gauche devra mettre en place pour compenser l'arrêt du programme nucléaire sans compromettre les autres éléments de sa politique.

Alors que le programme gouvernemental prévoit un peu plus de 50 Mtep supplémentaires en 1985,



grâce au nucléaire, il est possible de parvenir au même objectif (qu'on peut considérer comme maximum) par une croissance beaucoup plus

faible de l'énergie consommée, faisant appel à d'autres ressources que le nucléaire et le pétrole, grâce à des économies d'énergie.



Les énergies supplémentaires qu'on peut mettre en œuvre (1985)

● Equipements hydrauliques supplémentaires	6,0 Mtep
● Energie solaire (phase expérimentale)	0,5 Mtep
● Energie éolienne	0,5 Mtep
● Gaz naturel	2,0 Mtep
● Charbon : revenir au niveau de 1969	13,0 Mtep
● Végétaux (paille notamment)	5,0 Mtep
	<hr/>
	27,0 Mtep

soit la moitié des 55 Mtep. Or l'autre moitié est inférieure aux économies réalisables :

● Par l'arrêt du programme nucléaire	5,0 Mtep
● Dans l'industrie	20,0 Mtep
● Dans les transports	14,0 Mtep
● Dans le logement, l'urbanisme, le secteur tertiaire	21,0 Mtep
	<hr/>
	60,0 Mtep

Ainsi, entre les énergies supplémentaires et les économies d'énergie, une marge de manœuvre importante existe. Elle permet de proposer des choix à la collectivité : car, d'un côté, plusieurs énergies supplémentaires peuvent poser un problème social (hydraulique, charbon « national ») ou de commerce extérieur (charbon importé, gaz) ; d'un autre côté, les économies supposent de nouveaux investissements.

Mais c'est possible. Et cela permet une action vigoureuse pour la satisfaction des revendications, une hausse rapide des bas revenus, etc.

Ajoutons, pour préparer la phase suivante, le développement de la recherche (2).

4-3. — Dans la perspective de la transition socialiste.

- L'abandon de la centralisation, passe entre autres, par une production décentralisée (sous réserve, pour l'électricité, d'accords d'échange entre régions et donc de connexions des réseaux).

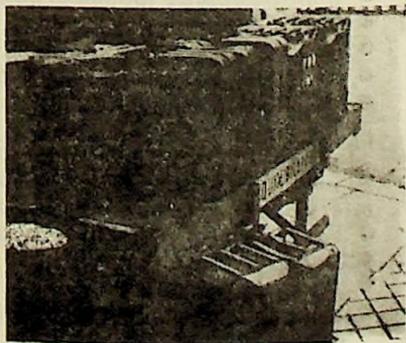
- Une réduction des grandes unités de production où les « déséconomies d'échelle sociale » l'emportent largement sur les « économies d'échelle à la production », ce qui devrait fortement limiter les transports de marchandises : il s'agit d'envisager au plan régional une certaine complémentarité des activités et donc un tissu agricole/industriel/services, relativement complet, seul à même de résoudre la question de

fond de l'emploi (nécessaire mobilité inter-branches, dans le cadre d'une sécurité locale ou régionale de l'emploi)... sans parler de la possibilité d'un contrôle social non bureaucratique.

- Politique mondiale de l'énergie (dont les bases pourraient être au moins posées à l'intérieur d'un nouveau bloc géopolitique à construire) : décentralisation/coopération au niveau des centres de recherche — notamment sur l'énergie solaire qui est plus utilisable dans les pays disposant d'un fort ensoleillement, programmation des échanges sur quelques grandes matières premières énergétiques : charbon, pétrole, gaz, etc.

(1) Il ne s'agit pas là d'un développement exhaustif. Une brochure spéciale de cette série sera consacrée à ce sujet.

(2) Notamment sur les énergies nouvelles. Cela n'exclut pas la recherche sur les applications civiles du nucléaire. Un jour peut-être le problème se posera en des termes nouveaux (question à discuter).



conclusion

Pour le PSU, il ne s'agit pas de prétendre imposer à tous la perspective future d'un certain mode de vie, d'en haut, même en remplaçant les contraintes « économiques » par des soucis « écologiques ».

Il s'agit que tous prennent conscience de l'essentiel :

1. — Les choix « techniques » sont liés aux formes de « pouvoir ». L'autogestion est inséparable d'une révolution de la façon de produire et de vivre (rupture avec le gigantisme, la spécialisation, la coupure ville/campagne, le pouvoir des « technostructures », etc.).

2. — C'est ici et maintenant qu'il faut envisager le problème de l'an 2000 et ne pas repousser les échéances pour des réponses à court terme qui, comme l'acceptation du nucléaire, détermineraient lourdement l'avenir.

3. — Il s'agit d'un enjeu majeur de la lutte des classes. Ce qui est en cause, au niveau intérieur, c'est la capacité des travailleurs à conquérir la maîtrise de leur destin. Au niveau international, la question de savoir si l'on joue le jeu impérialiste, ou si l'on crée des rapports nouveaux susceptibles de contribuer à une réelle émancipation.

4. — Les choix : des priorités, de la croissance, doivent être démocratiques. Il faudra commencer tout de suite. Au moratoire sur le nucléaire, un gouvernement de gauche devra associer une réelle consultation sur les décisions les plus urgentes, notamment sur le plan énergétique.

Pour en savoir plus :

- « Electronucléaire et développement capitaliste », *PSU-Documentation* n° 103-104-105. 6 F.
- « Electronucléaire : le PSU accuse ! », *PSU-Documentation*, n°s 116-117-118. 6 F.
- « Le Nucléaire contre l'Alsace », Thierry Jund, collection « points chauds », éd. Syros. 18 F.
- Brochure : « Le PSU et le nucléaire », (Résolution du X^e Congrès du PSU). 1,50 F.

Parti socialiste unifié
9, rue Borromée, 75015 Paris
Prix : 2 F